

Fonctionnalité des marchés sur l'année 2024 - Initiative Conjointe de Suivi des Marchés

Aperçu de la situation

JANVIER - NOVEMBRE 2024 | REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Introduction

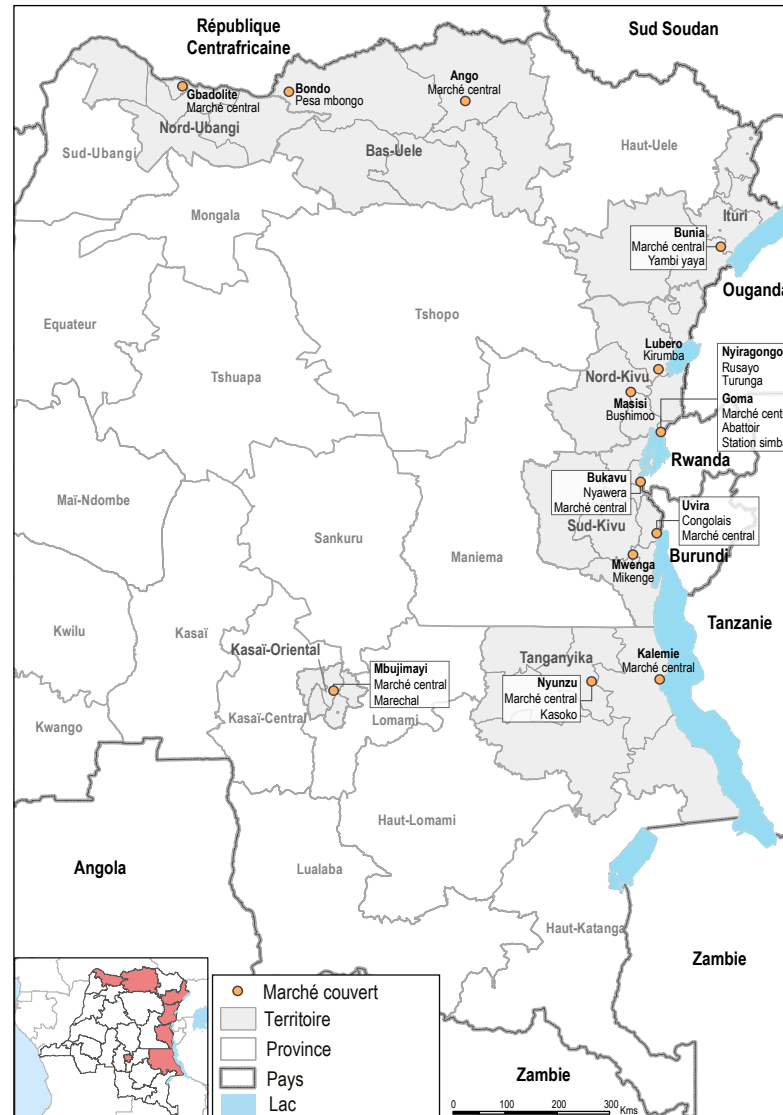
La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Alors que les transferts monétaires sont de plus en plus utilisés, c'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Aperçu de la méthodologie

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens alimentaires et non-alimentaires sélectionnés : [le panier de dépenses minimum](#) (*Minimum Expenditure Basket*, MEB). En outre, un score de fonctionnalité des marchés est aussi analysé chaque mois en comparaison du mois précédent. Ce score se décompose en plusieurs dimensions (abordabilité et disponibilité des produits, accessibilité, résilience des circuits d'approvisionnement et infrastructures de marché) qui sont pondérées en fonction de leur importance. La classification de la fonctionnalité d'un marché peut ainsi s'étendre d'une fonctionnalité complète à de graves problèmes de fonctionnalité. Pour plus d'informations sur la méthodologie, veuillez consulter la page [9](#).

Ce aperçu de la situation présente les évolutions annuelles principales de la fonctionnalité des marchés évalués régulièrement au cours de l'année 2024 (au moins 4 fois dans l'année).

Localisation des marchés d'intérêt²



MESSAGES CLÉS

- Malgré une bonne accessibilité des marchés et disponibilité des produits, **des problèmes d'abordabilité des prix des produits** ont été constatés sur l'année. Selon les commerçants, **l'instabilité du taux de change** était la raison principale limitant leur capacité à avoir une visibilité sur les prix qui seront pratiqués par leurs fournisseurs à l'avenir. Par ailleurs, **une augmentation des difficultés des commerçants à maintenir suffisamment de stocks** pour leur commerce a été rapportée.
- La fonctionnalité des marchés évalués à **Ango et Bongo a été mauvaise en 2024**. Ces marchés disposaient d'une abordabilité des prix des produits réduite, cumulée à des infrastructures de stockage limitées et à une faible résilience de leurs circuits d'approvisionnement.
- Au Nord-Kivu, alors que la fonctionnalité des marchés évalués à **Goma était globalement limitée, les marchés évalués au Lubero, Masisi et Nyiragongo disposaient d'une mauvaise fonctionnalité**. Outre des infrastructures de marché limitée et des difficultés rencontrées par les commerçants pour maintenir leur commerce bien approvisionné, **l'accès physique et sécuritaire y était le plus limité de tous les territoires évalués**.

Évolution de la fonctionnalité des marchés en 2024

Marché	Mois										
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
Bas-Uele											
Ango - Marché central	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Bondo - Pesa Mbongo	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Ituri											
Bunia - Marché central	●	●	●	●	●	●	NA	NA	●	●	●
Bunia - Yambi Yaya	NA	NA	NA	NA	●	●	●	●	●	●	●
Kasaï-Oriental											
Mbuji-Mayi - Marché central	●	NA	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Mbuji-Mayi - Maréchal	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Nord-Kivu											
Goma - Abattoir/Kituku	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Goma - Marché central	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Goma - Station Simba	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Lubero - Kirumba	NA	NA	NA	NA	NA	●	●	●	●	●	●
Masisi - Bushimoo	NA	NA	NA	NA	NA	●	●	●	●	NA	NA
Nyiragongo - Rusayo	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	●	●	●	●
Nyiragongo - Turunga	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	●	●	●	●
Nord-Ubangi											
Gbadolite - Marché central	NA	●	NA	●	●	●	●	●	●	●	NA
Sud-Kivu											
Bukavu - Marché central	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Bukavu - Nyawera	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Mwenga - Mikenge	NA	●	●	NA	●	●	NA	NA	NA	NA	NA
Uvira - Congolais	●	●	●	●	●	●	●	NA	●	●	●
Uvira - Marché central	●	●	●	●	●	●	●	NA	●	●	●
Tanganyika											
Kalémie - Marché central	●	●	●	●	●	NA	●	NA	NA	NA	●
Nyunzu - Kasoko	●	●	●	●	NA	NA	NA	NA	NA	NA	●
Nyunzu - Marché central	●	●	●	●	NA	NA	NA	NA	NA	NA	●

Classification de la fonctionnalité des marchés :

- Problèmes graves
- Mauvaise fonctionnalité
- Fonctionnalité limitée
- Fonctionnalité complète

Evolution annuelle du MFS

- **Une fonctionnalité globalement limitée sur l'année dans les marchés évalués³ :**

En 2024, la fonctionnalité calculée sur l'ensemble des marchés évalués au cours de l'année était **globalement limitée**. Le score de fonctionnalité moyen calculé sur l'année était de

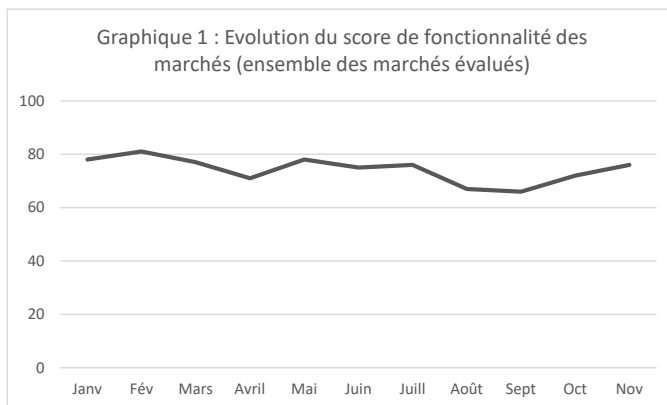
74/100. D'importantes vulnérabilités ont été mesurées au niveau de **l'abordabilité des prix des produits**,

avec un score inférieur à 7.5/15 sur chaque mois de l'année. En outre, en septembre, des difficultés

d'accès aux marchés (discriminations plus

importantes rapportées

dans l'accès aux marchés, cumulées à un accès sécuritaire et physique déjà limités) se sont ajoutées à ces vulnérabilités, faisant basculer la fonctionnalité globale, calculée sur l'ensemble des territoires évalués au cours de ce mois, de limitée à mauvaise, avant un retour à une fonctionnalité limitée en octobre.



- **Les marchés évalués au Bas-Uele marqués par de graves problèmes de fonctionnalité :**

Après de **graves problèmes de fonctionnalité** identifiés en janvier pour le marché central d'Ango et Pesa Mbongo de Bondo, une **amélioration de la fonctionnalité** avait été relevée en février suivie d'une relative stabilité jusqu'à juin, la fonctionnalité des deux marchés y ayant le plus souvent été considérée comme limitée. Toutefois, **en juillet, de graves problèmes de fonctionnalité** ont à nouveau été enregistrés dans les deux marchés, du fait d'une **abordabilité des prix des produits et d'infrastructures de marché** (stockage et paiement) **limitées mais aussi de difficultés liées à la faible résilience de leurs circuits d'approvisionnement** (capacité de réapprovisionnement). **Le marché central d'Ango a continué de fluctuer** entre de graves problèmes de fonctionnalité et une mauvaise fonctionnalité, essentiellement expliqués par des **variations au niveau des infrastructures de stockage du marché**. Au niveau du marché Pesa Mbongo de Bondo, après une stabilité entre août et octobre, la fonctionnalité du marché s'est détériorée en novembre passant de limitée à mauvaise du fait d'une dégradation des infrastructures de paiement du marché ajoutée à des infrastructures de stockage déjà limitées, et cumulée à une faible abordabilité des prix des produits et capacité de réapprovisionnement.

- **Fonctionnalité globalement limitée sur les marchés évalués en Ituri et au Kasai-Oriental :**

À Bunia, si le marché central disposait d'une fonctionnalité complète en janvier, sa fonctionnalité s'est détériorée en février, devenant limitée. Le marché disposait notamment d'une **abordabilité des prix des produits limitée qui a eu tendance à se détériorer** au cours de l'année avec notamment des difficultés financières des clients croissantes selon les commerçants, pour atteindre son plus bas score en septembre. Si la fonctionnalité du marché est restée globalement limitée sur l'année, elle a pu ponctuellement se détériorer en avril et en novembre, la première fois du fait d'un **accès physique limité**, la deuxième fois du fait d'une **détérioration de la capacité de réapprovisionnement** (capacité de réapprovisionnement et difficultés des commerçants à maintenir leur commerce). Une tendance similaire a été observée au niveau de la fonctionnalité du marché Yambi-Yaya. À Mbuji-Mayi, la fonctionnalité des marchés central et Maréchal a été généralement limitée tout au long de l'année, malgré une régression en août, devenant mauvaise, du fait d'une **détérioration de la résilience des circuits d'approvisionnement** (capacité de réapprovisionnement et difficultés des commerçants à maintenir leur commerce) cumulée à un **niveau fréquemment bas d'abordabilité des prix des produits**. Il convient de noter que dans ce territoire enclavé ces problèmes ont souvent été décrits par les commerçants⁴. Si le marché Maréchal a retrouvé une fonctionnalité limitée en septembre, le marché central a retrouvé un tel niveau de fonctionnalité en octobre, après une détérioration des infrastructures de marché en septembre.

- **Amélioration de la fonctionnalité du marché central de Gbadolite (Nord-Ubangi) :**

Après avoir eu une mauvaise fonctionnalité sur la majorité de la période entre février et août du fait d'une **faible abordabilité des prix des produits** et d'une **résilience des circuits d'approvisionnement limitée**, le marché central de Gbadolite a atteint une fonctionnalité complète à partir de septembre grâce à **d'importants progrès** enregistrés sur ces deux piliers.

- **Hétérogénéité entre Goma et les marchés évalués au Lubero, Masisi et Nyiragongo :**

À Goma, l'année a été marquée par des fluctuations de la fonctionnalité des marchés évalués. En général, la fonctionnalité des marchés Abattoir/Kituku, central et Station Simba était **limitée** en 2024. Toutefois des variations ont été enregistrées entre une fonctionnalité limitée et complète du fait de **changements du niveau d'abordabilité des prix des produits, souvent documenté comme une conséquence directe de la situation sécuritaire dans les territoires voisins⁵**. Des problèmes additionnels liés à **l'accès physique des circuits d'approvisionnement** (marchés Abattoir et central en août) ont ponctuellement fait basculer ces marchés dans une mauvaise fonctionnalité.

En dehors de Goma, dans les territoires de Lubero, Masisi et Nyiragongo, les marchés évalués ont globalement oscillé entre une mauvaise fonctionnalité et de graves problèmes de fonctionnalité. Le marché Kirumba au Lubero a en effet majoritairement eu de graves problèmes de fonctionnalité, malgré une amélioration en fin d'année pour atteindre une fonctionnalité limitée. Une faible accessibilité physique et sécuritaire, une abordabilité des prix des produits et des infrastructures de stockage et de paiement limitées ainsi que d'importantes difficultés des commerçants à maintenir leur commerce ont pu expliquer cette situation. Au Masisi, la fonctionnalité du marché Bushimoo est passée de problèmes graves en juin à une mauvaise fonctionnalité en juillet et novembre, en passant par une fonctionnalité limitée en août. Ces variations s'expliquaient notamment par une abordabilité des prix des produits très faible en début de période qui s'est améliorée en juillet. Toutefois, un accès sécuritaire et physique complexe, des infrastructures de paiement et de stockage et une capacité d'approvisionnement limitées ont pu expliquer ces variations. Il convient de noter que le contexte sécuritaire volatile de Masisi et Lubero ont pu fortement influencer sur l'ensemble de ces dimensions⁶. Dans le territoire de Nyiragongo, la fonctionnalité était globalement mauvaise au marché Turunga, alors que le marché Rusayo avait de graves problèmes de fonctionnalité. Bien que l'accès physique s'est globalement amélioré sur la période, l'abordabilité des prix des produits et les infrastructures de stockage et de paiement restaient limitées.

- **Au Sud-Kivu, la fonctionnalité de la quasi-totalité des marchés oscillait entre complète et limitée :** Les différents marchés évalués à Bukavu, Mwenga et Uvira ont globalement oscillé entre fonctionnalité complète et limitée sur l'année. À Bukavu, les variations s'expliquaient le plus souvent par une variation de l'abordabilité des prix des produits et de la résilience des circuits d'approvisionnement. Il convient de noter que comme partout en RDC, l'état des routes est un principal facteur pouvant entraver l'approvisionnement⁷. À Uvira, les variations étaient quant à elles plutôt dues à des changements d'abordabilité des prix des produits et des infrastructures de marché (infrastructures de paiement et de stockage). En outre, la détérioration sur l'année de la résilience des circuits d'approvisionnement (capacité de réapprovisionnement et difficultés croissantes des commerçants à maintenir leur commerce) convient d'être notée et devra faire l'objet d'un suivi sur la prochaine période. En outre, alors qu'une réactivation des relations économiques avec le Burundi a été entérinée en fin d'année, si l'effet sera probablement bénéfique pour les petits commerçants transfrontaliers, une attention particulière devra être portée aux évolutions sur les marchés de la ville en 2025⁸. Enfin, figure d'exception, le marché Mikenge de Mwenga, évalué à 4 reprises cette année, est passé d'une mauvaise fonctionnalité en février à une fonctionnalité limitée entre mars à juin. Malgré des infrastructures de marché limitées, l'amélioration de sa capacité de réapprovisionnement a pu expliquer ce changement, bien que les difficultés des commerçants à maintenir leur

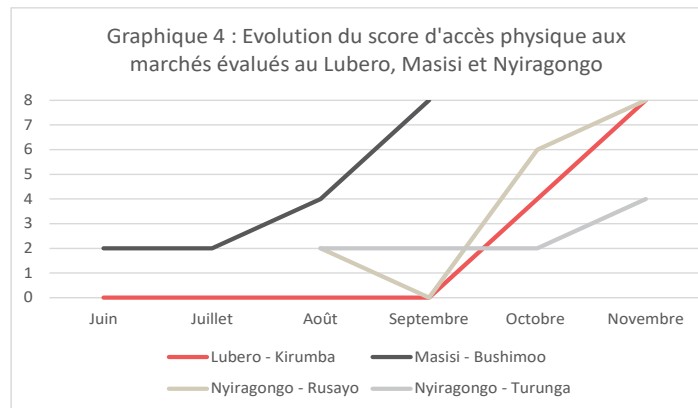
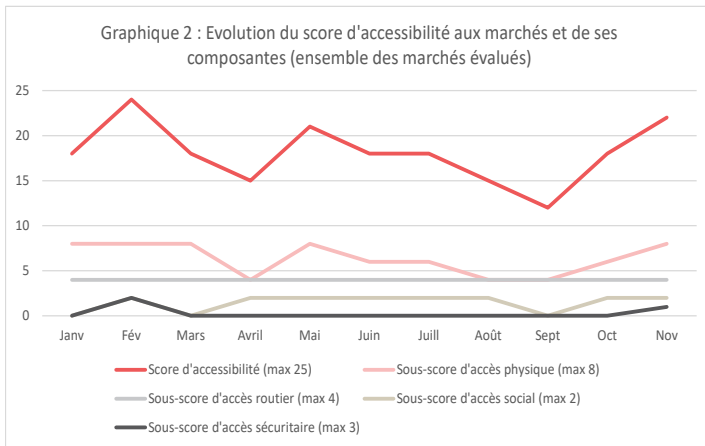
commerce se soient accentuées au cours de l'année. Il convient de noter que le mauvais état des routes et les tracasseries et extorsions⁹ sont autant de barrières auxquelles sont confrontés les commerçants pour s'approvisionner.

- **Une tendance à la dégradation de la fonctionnalité des marchés évalués au Tanganyika ? :** Sur la première moitié de l'année, une dégradation de la fonctionnalité du marché central de Kalémie a été enregistrée passant d'une fonctionnalité complète en janvier à de graves problèmes de fonctionnalité en mai. D'une part, l'abordabilité des prix des produits n'a cessé de se détériorer, cumulée à une forte dégradation de la résilience des circuits d'approvisionnement (capacité de réapprovisionnement et difficultés croissantes des commerçants à maintenir leur commerce) et des infrastructures de marché (présence d'infrastructures dégradées sur les marchés et modalités de paiement acceptées limitées) en mai. La situation s'est à nouveau améliorée en juillet, puis détériorée en novembre pour atteindre une fonctionnalité limitée avec une abordabilité des prix des produits toujours limitée. À Nyunzu, le marché Kasoko a vu sa fonctionnalité passer de mauvaise en janvier à de graves problèmes de fonctionnalité en novembre. Si une fonctionnalité limitée a souvent été enregistrée sur le marché, la faiblesse des infrastructures de stockage et de paiement cumulée à une dégradation de l'abordabilité des prix des produits et de leur disponibilité, ainsi qu'une résilience des circuits d'approvisionnement de plus en plus limitée (capacité de réapprovisionnement et difficultés croissantes des commerçants à maintenir leur commerce) ont pu expliquer cette variation. En parallèle, alors que le marché central disposait d'une fonctionnalité complète de janvier à avril, une mauvaise fonctionnalité a été enregistrée en novembre du fait d'infrastructures de stockage et de paiement détériorées et de problèmes similaires au marché Kasoko sur les circuits de réapprovisionnement. L'absence de routes, des infrastructures dégradées et une susceptibilité des inondations importantes dans certaines parties du territoire sont autant de facteurs pouvant expliquer en partie ces tendances¹⁰.

Accessibilité des marchés

En 2024, les marchés évalués ont en général bénéficié d'une bonne accessibilité. Pour autant, ce score, constitué de sous-composantes liées à l'accès physique, routier, sécuritaire et social, a connu des variations au cours de l'année (Graphique 2). Au niveau de l'ensemble des territoires évalués, l'accès sécuritaire était globalement faible sur l'année, ce qui s'explique notamment par le fait que l'essentiel des marchés évalués se trouvent à l'Est du pays, et donc dans un contexte sécuritaire dégradé. De plus, alors que l'accès routier n'était globalement pas cité comme problématique par les commerçants, l'accès physique a lui connu des variations selon les mois considérés. Enfin, l'existence de discriminations de certains groupes de population dans leur accès au marché n'a été que très peu rapporté sur l'année. Toutefois, du

fait de la méthodologie, cet indicateur est très sensible, puisqu'il suffit d'un commerçant ayant rapporté de telles discriminations pour que le score chute à 0. Les variations du score d'accès social doivent donc être interprétées avec précaution.

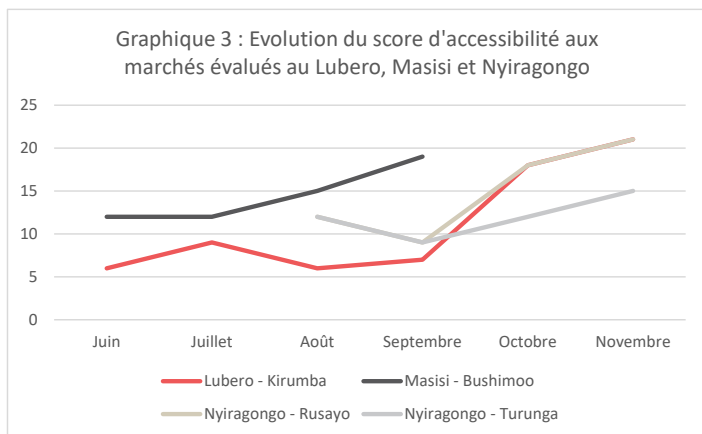


empêché des clients ou des commerçants de se rendre physiquement sur ce marché, d'y travailler ou d'y faire des achats, contre plus de 50% des commerçants interrogés entre juin et septembre. Des tendances similaires ont été observées sur les marchés évalués au Masisi et Nyiragongo.

Au niveau des marchés régulièrement évalués, des dégradations de l'accès physique et routier ont pu ponctuellement entrainer des baisses de fonctionnalité durant l'année sur les marchés centraux d'Ango, de Bunia et de Kalemie respectivement en octobre, avril et mai. L'accès physique du marché Abattoir à Goma a également diminué en mars et octobre, tout comme celui de Station Simba en avril.

Disponibilité des produits

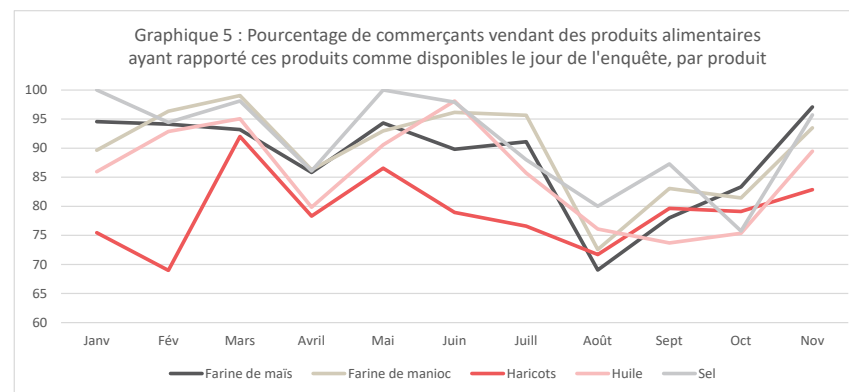
Une bonne disponibilité des produits du panier minimum de dépenses de survie (SMEB)¹² a été observée sur l'année 2024, avec un score maximal de 30/30 obtenu chaque mois au niveau global (calculé sur l'ensemble des territoires évalués), excepté en avril et octobre (29/30).



Certains marchés ont toutefois connu d'importants problèmes d'accessibilité, notamment au Lubero, au Masisi et au Nyiragongo. Le marché Kirumba de Lubero a connu la plus importante progression sur l'année (Graphique 3). Evalué depuis juin, ce marché a souvent

En effet, les produits alimentaires ont été rapportés comme disponibles par plus de 70%¹³ des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires chaque mois. Toutefois, la disponibilité des haricots a parfois été relativement plus faible en comparaison d'autres produits. Si la disponibilité des produits alimentaires a connu des variations, une chute a été constatée en août avant de repartir à la hausse (Graphique 5).

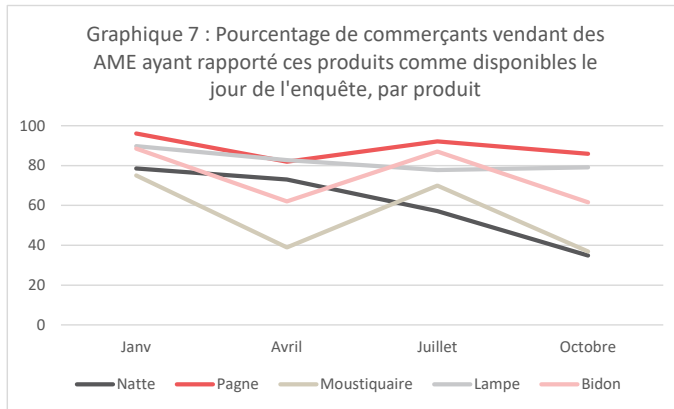
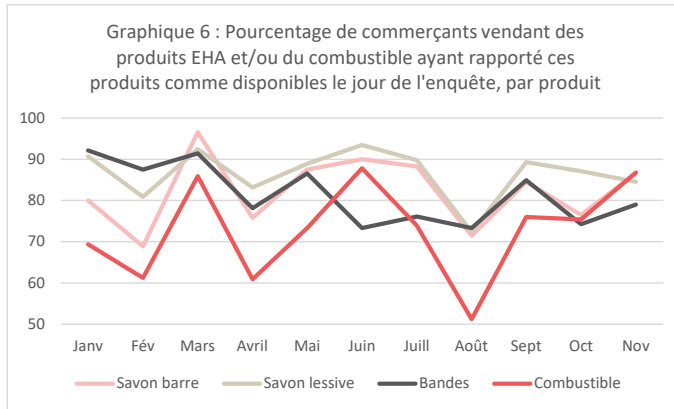
obtenu le score d'accessibilité le plus bas, lié à d'importantes restrictions d'accès du fait de l'insécurité provenant des combats dans la zone¹¹. Il convient de noter que les restrictions d'accès du fait de l'insécurité ont été les plus importantes au Nord-Kivu sur l'année. Malgré ces problèmes, le marché Kirumba a connu une nette amélioration de l'accessibilité physique (Graphique 4), avec moins de 5% des commerçants interrogés en novembre ayant rapporté des problèmes qui ont



Concernant les produits non-alimentaires, le combustible a connu les plus importantes variations sur l'année (Graphique 6).

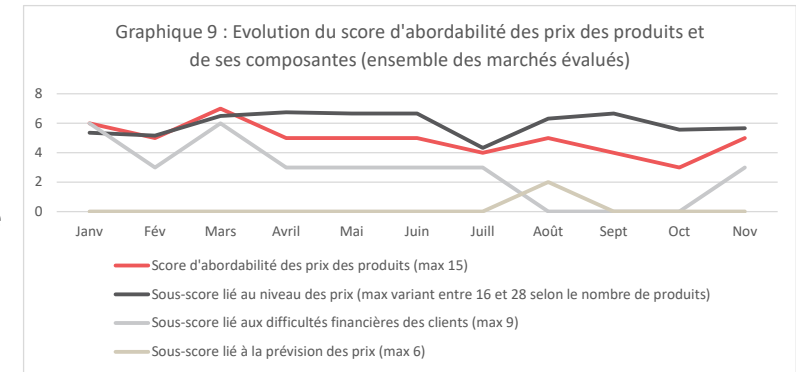
Enfin, les articles ménagers essentiels (AME), ont connu des variations similaires tous les 3 mois¹⁴, avec une alternance de hausses et de baisses de disponibilité (Graphique 7). Toutefois, les nattes ont fait figure d'exception. En effet, leur disponibilité n'a cessé de diminuer, avec 79% des commerçants interrogés vendant des AME en janvier rapportant leur disponibilité contre 34% en octobre.

En outre, les marchés évalués au Bas-Uele ont eu tendance à enregistrer de plus grandes variations sur cette dimension, suivis par les marchés évalués à Mbuji-Mayi. Malgré tout, ces variations n'ont pas entraîné de dégradation suffisante du score de fonctionnalité de ces marchés pour mener à une reclassification de leur fonctionnalité.

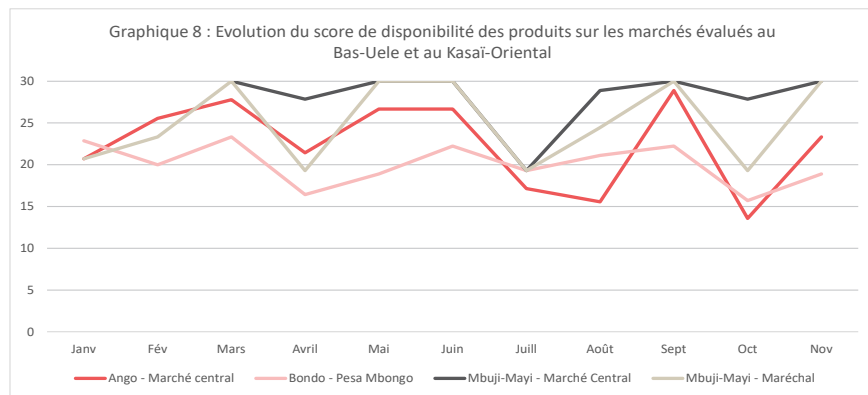
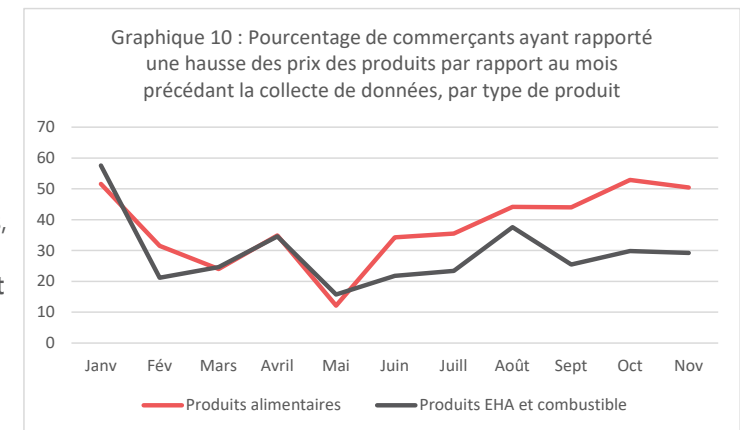


Abordabilité des prix des produits

En 2024, l'abordabilité des prix des produits a été problématique dans les territoires évalués, avec un score de moyen de 5/15. Des prix élevés, des difficultés financières croissantes des clients et la difficulté des commerçants à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs à l'avenir sont autant d'éléments expliquant ce résultat (Graphique 9).

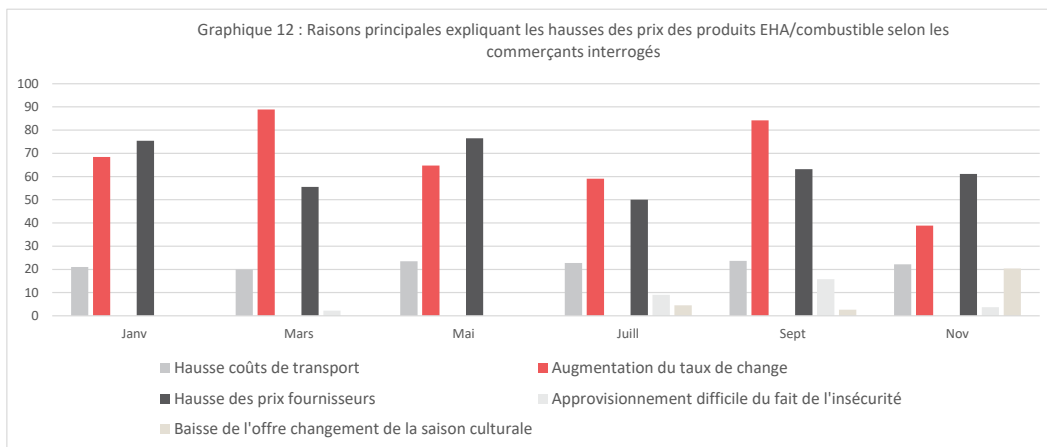
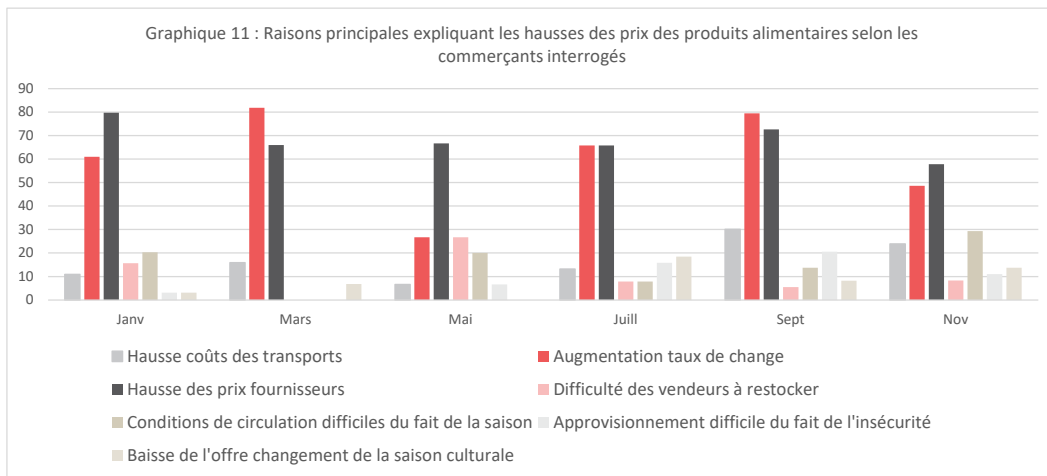


En effet, concernant le niveau des prix, les analyses mensuelles ont souvent montré une différence entre la perception des commerçants et les variations mesurées grâce aux comparaisons des prix médians d'un mois à l'autre. Après une baisse du pourcentage de commerçants vendant des produits alimentaires ayant rapporté une hausse des prix de ces produits entre janvier et mai, ce pourcentage a eu tendance à augmenter pour les produits alimentaires entre mai et novembre (Graphique 10). Malgré ces variations, le pourcentage de commerçants rapportant une hausse des prix des produits alimentaires était similaire en janvier et en novembre (autour de 51%).



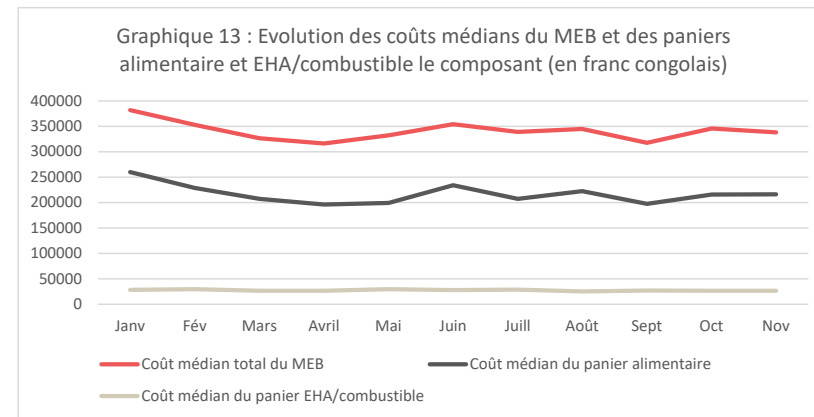
De plus, le pourcentage de commerçants vendant des produits d'eau, hygiène, assainissement (EHA) et/ ou du combustible rapportant une hausse des prix de ces produits a eu tendance à diminuer (58% en janvier à 29% en novembre), alors que davantage rapportaient des prix constants. Pour les commerçants interrogés vendant des AME, si 20% rapportaient une hausse des prix en janvier, 17% rapportaient une

telle hausse en novembre, la majorité ayant tendance à rapporter des prix constants. Lorsque de telles hausses des prix avaient été rapportées, les deux principaux facteurs expliquant ces hausses étaient la hausse du taux de change et la hausse des prix pratiqués par les fournisseurs quel que soit le type de produit concerné. Toutefois, d'autres facteurs pouvaient également expliquer ces hausses selon les mois (Graphiques 11 et 12).



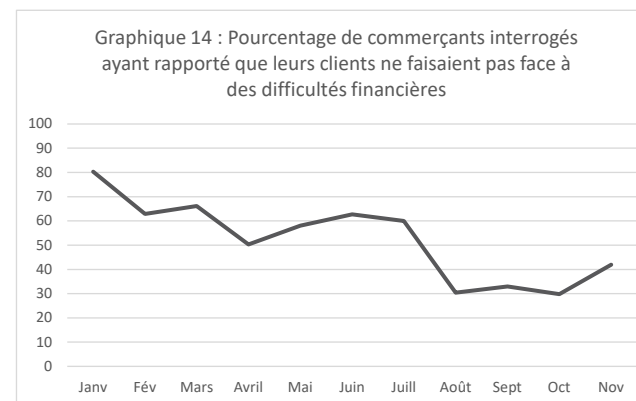
Lorsque l'on s'intéresse aux évolutions du coût médian du MEB, une baisse de 11% a été enregistrée entre janvier et novembre 2024, bien que la baisse moyenne enregistrée ait été de 1%¹⁵ du fait d'importantes variations selon les mois. Contrairement aux perceptions des commerçants interrogés, les coûts médians des paniers alimentaire et EHA/combustible ont quant à eux enregistré une baisse

de respectivement 17% et 6% entre janvier et novembre 2024. Le coût médian du panier AME était stable entre janvier et octobre 2024, ce qui est donc en accord avec la perception globale des commerçants interrogés. Il convient toutefois de noter que ces résultats restent à interpréter avec précaution du fait de la variation de la couverture géographique d'un mois à l'autre ainsi que du faible nombre de commerçants interrogés.



Par ailleurs, la capacité des commerçants interrogés à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs était limitée en 2024. Bien que le taux ait fluctué sur l'année (entre 5% en mai et 36% en août), 17% des commerçants interrogés en janvier étaient capables de prédire les prix fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données, contre 15% des commerçants interrogés en novembre. Ces difficultés pourraient être liées à l'instabilité du taux de change qui a souvent été rapportée par les commerçants comme étant à l'origine de la variation des prix.

En outre, les commerçants interrogés ont été aussi de plus en plus nombreux à rapporter que leurs clients faisaient face à des difficultés financières au cours de l'année. En effet, si 80% des commerçants interrogés en janvier déclaraient que leurs clients n'avaient pas de difficultés financières pour se procurer les produits dont ils

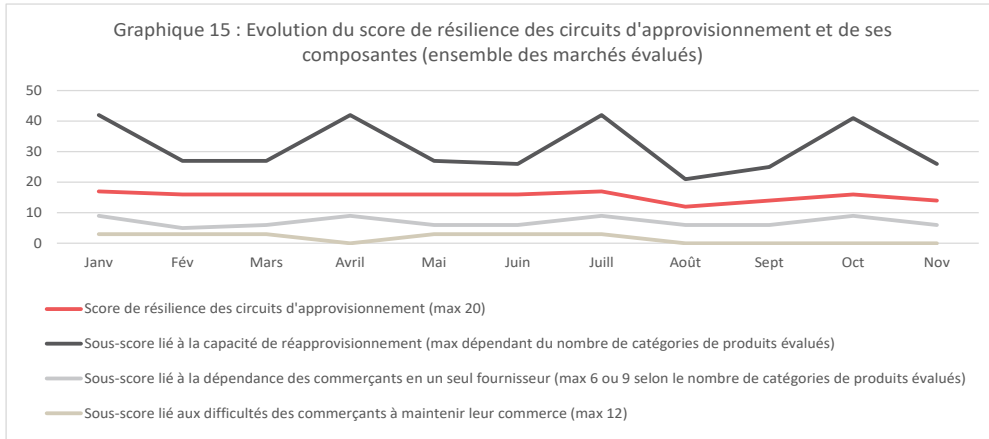


avaient besoin, cette proportion était de 42% en novembre (Graphique 14). Une des raisons pouvant expliquer cette tendance est une variation du taux de change, qui selon les données collectées auprès des commerçants, n'a cessé d'augmenter sur la période (+6% entre janvier et novembre 2024), impactant négativement le pouvoir d'achat de la population¹⁶.

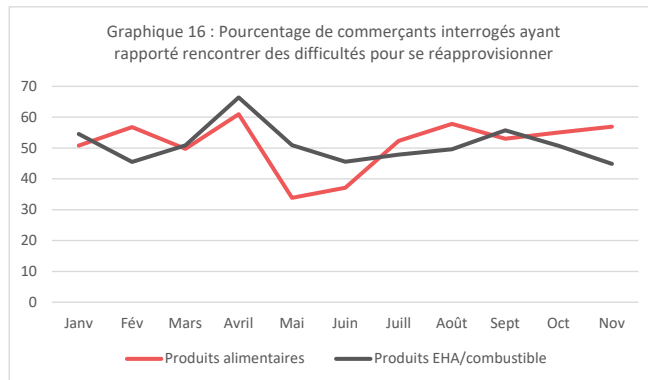
Au niveau des marchés, le marché central d'Ango était celui ayant l'abordabilité des prix des produits la plus réduite des marchés évalués (avec un score moyen de 2/15). Le marché central de Mbuji-Mayi a également eu tendance à être sur-représenté parmi les marchés ayant une abordabilité des prix des produits faible.

Résilience des circuits d'approvisionnement

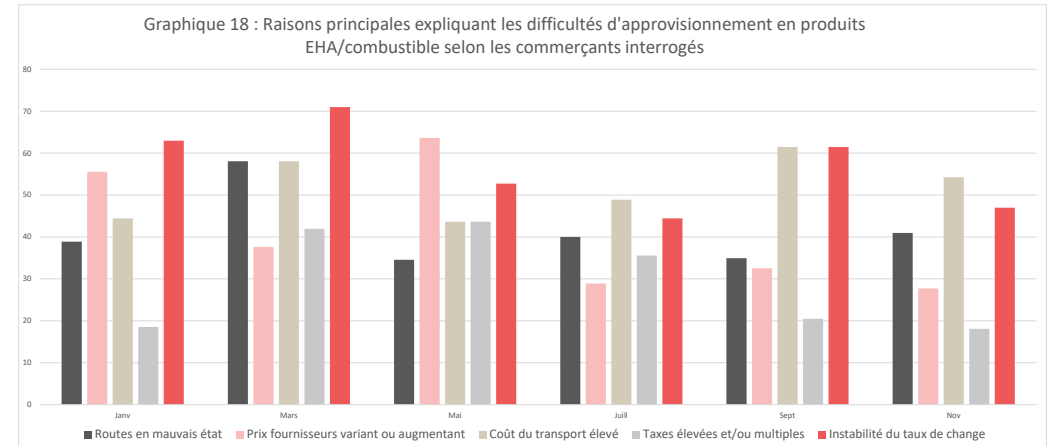
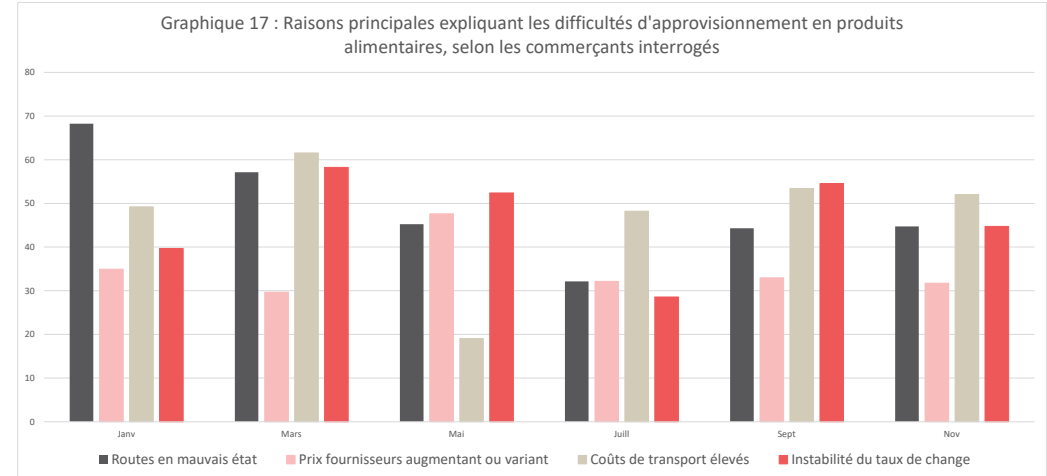
Au niveau de l'ensemble des territoires évalués, le score lié à la résilience des circuits d'approvisionnement était globalement stable en 2024, avec un score moyen de 15/20, bien que des disparités existent selon les marchés (Graphique 15). Si l'on s'intéresse aux composantes de ce score, d'importantes variations ont été constatées au niveau de la capacité de réapprovisionnement.



En effet, le pourcentage de commerçants ayant rapporté avoir eu des problèmes de réapprovisionnement en produits alimentaires a augmenté de 6 points de pourcentage pour atteindre 57% des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires en novembre (Graphique 16). Par ailleurs, ce pourcentage diminuait de 10 points de pourcentage pour les articles EHA/combustible pour atteindre 45% des commerçants interrogés vendant de tels produits en novembre. Pour les AME, une augmentation de 15 points de pourcentage a été constatée entre janvier et octobre,

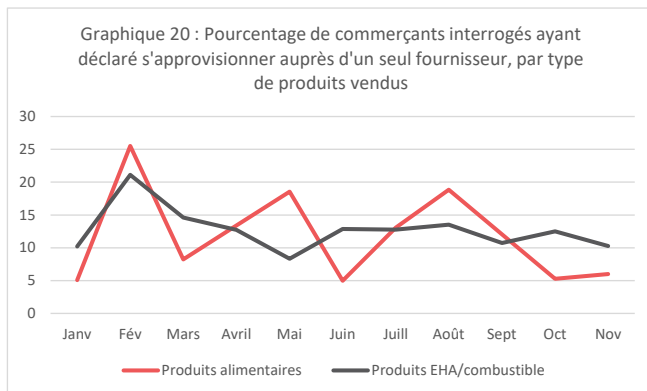
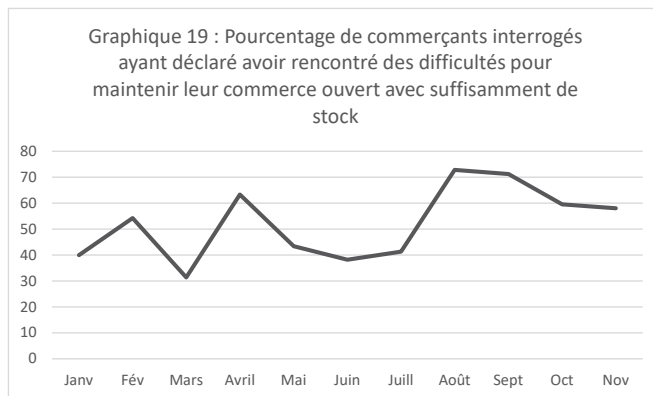


pour atteindre 44% des commerçants interrogés en octobre. Selon les commerçants, les difficultés de réapprovisionnement étaient principalement dues à l'instabilité du taux de change, aux difficultés liées au transport (mauvais état des routes et coûts de transport élevés) ainsi qu'aux prix élevés pratiqués par les fournisseurs. Des différences existaient cependant par type de produit (Graphiques 18 et 19). Pour les AME, la raison principale restait l'instabilité du taux de change.



Par ailleurs, le pourcentage de commerçants ayant déclaré avoir des difficultés à maintenir leur commerce a augmenté de 18 points de pourcentage entre janvier et novembre, pour atteindre 58% en novembre (Graphique 19). Les raisons principales mentionnées étaient notamment l'instabilité du taux de change ainsi que des prix fournisseurs élevés, bien que d'autres facteurs comme l'état des routes entravant l'approvisionnement ou encore un faible pouvoir d'achat aient pu expliquer ces difficultés.

En outre, le pourcentage de commerçants déclarant s’approvisionner auprès d’un seul commerçant pour les produits alimentaires et/ou EHA/combustible est resté stable si l’on compare les mois de janvier et novembre. Toutefois, des variations ont été enregistrées au cours de l’année (Graphique 20). Pour les AME, cette proportion a diminué de 5 points de pourcentage pour atteindre 9% des commerçants interrogés vendant de tels produits en octobre.



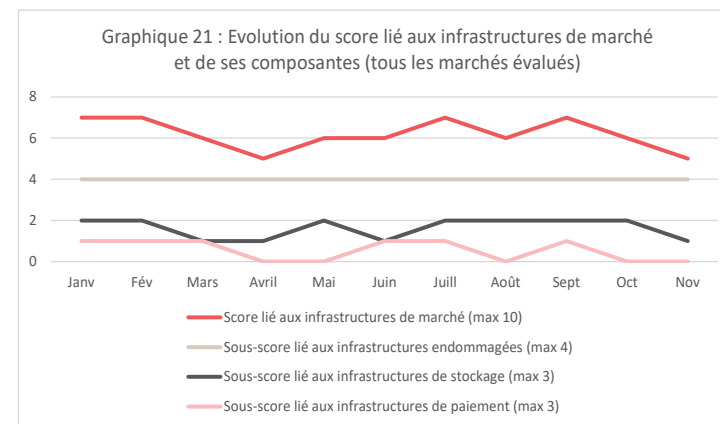
Le marché central d’Ango et celui de Gbadolite ainsi que le marché Bushimoo au Masisi ont été les plus souvent concernés par des problèmes liés à la résilience de leurs circuits d’approvisionnement. Ces problèmes étaient notamment liés à d’importantes difficultés des commerçants à maintenir leur commerce (rapporté la plupart du temps

par plus de 50% des commerçants interrogés) et à des délais de réapprovisionnement importants en comparaison des durées d’écoulement des stocks, exposant donc les marchés à des risques de pénurie plus élevés.

Infrastructures de marché

Des fragilités liées aux infrastructures de marché ont été relevées au cours de l’année 2024 au niveau des infrastructures de marché, avec un score moyen de 6/10 sur l’ensemble des territoires évalués. Alors que peu de marchés disposaient de structures commerciales endommagées ou dangereuses (Graphique 21), l’entreposage et les infrastructures de paiement (modalités acceptées) ont pu quant à elles poser problème au cours de l’année. Concernant les infrastructures de stockage, si 15% des commerçants interrogés déclaraient qu’ils n’avaient pas accès à une installation de stockage verrouillée et

sécurisée pour leur stock sur leur marché en janvier, cette proportion atteignait 33% en novembre 2024. En particulier, le pourcentage de commerçants devant stocker des marchandises à leur domicile a augmenté de 11 points de pourcentage pour atteindre 25% des répondants en novembre, tandis que le pourcentage de commerçants stockant leurs marchandises sur le marché diminuait de 21 points de pourcentage pour atteindre 28% des répondants en novembre.



Concernant les modalités de paiement acceptées, bien que restant la seconde modalité de paiement acceptée après l’argent comptant, **le crédit semble avoir globalement connu un recul en 2024**, avec 23% des commerçants interrogés en janvier ayant rapporté avoir accepté le crédit comme modalité de paiement contre 14% en novembre. Alors que le troc restait toujours une exception, **le paiement par mobile money a lui aussi semblé avoir été de moins en moins accepté par les commerçants** avec 4% des commerçants interrogés en janvier ayant accepté ce moyen de paiement contre 2% des commerçants interrogés en novembre.

Par ailleurs, au Nord-Kivu, **les marchés de Kirumba au Lubero, de Bushimoo au Masisi et de Turunga au Nyiragongo ont eu tendance à avoir des scores de moins de 5/10 sur ce pilier. Pour ces trois marchés, alors que seulement l’argent comptant était accepté, les infrastructures de stockage ont le plus souvent été rapportées comme limitées par les commerçants** (score moyen de 1/3 pour les marchés de Kirumba et Turunga, et de 0/3 pour le marché de Bushimoo). Au Sud-Kivu, **le marché Mikenge de Mwenga** avait également des infrastructures de stockage et de paiement limitées, avec moins de 25% des commerçants interrogés rapportant avoir accès à des infrastructures de stockage sécurisée sur le marché ou encore déclarant avoir accepté des modalités de paiement autre que de l’argent comptant. Enfin, **le marché central d’Ango** a également connu des difficultés liées aux infrastructures de stockage sur le marché, avec d’importantes variations selon les mois.

Méthodologie

Fonctionnement de l'ICSM

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et sur les indicateurs de fonctionnalité dans des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 8. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorisés ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorisés. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Défis et limites

Les données incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les com-

merçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

De plus, bien que l'analyse porte sur les marchés ayant été évalués au moins 4 fois dans l'année pour limiter des analyses extrapolées, les données sont à interpréter avec précaution car beaucoup de marchés n'ont pas été évalués mensuellement.

Enfin, le nombre de marchés suivis dans le cadre de l'ICSM reste pour l'heure limité tant en nombre qu'en matière de couverture géographique.

Score de fonctionnalité des marchés

Le score de fonctionnalité des marchés est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions¹⁷ :

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS) :** les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS) :** tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des prix des produits (15% du MFS) :** les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS) :** les chaînes d'ap-

provisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?

- **Infrastructure du marché (10% du MFS) :** les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète :** (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée :** (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité :** (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves :** (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.

- **Données insuffisantes :** une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités¹⁸.

NOTES DE FIN

- 1 OCHA, décembre 2023, [Aperçu des besoins humanitaires 2024 : République Démocratique du Congo](#).
- 2 Les marchés dits d'intérêt sont les marchés ayant été évalués au moins 4 fois au cours de l'année.
- 3 La fonctionnalité dite globale a été chaque mois calculée à partir de l'ensemble des commerçants interrogés (sans se restreindre aux marchés les plus évalués). L'absence d'un suivi mensuel de certains territoires a pu influencer les résultats qui doivent être interprétés avec précaution. Il convient également de noter que si la méthodologie a été similaire au calcul du MFS par marché chaque mois, une modification a été ajoutée au niveau du pilier d'abordabilité des produits. Pour l'indicateur lié au niveau des prix, les prix médians des articles par mois ont été comparés aux prix médians sur l'année alors que mensuellement, les prix médians des articles pour chaque marché sont comparés à la médiane nationale. Cette méthodologie permet toutefois de donner une visibilité sur l'évolution de l'abordabilité au niveau de l'année.
- 4 [Mbuji-Mayi : face à une hausse soudaine des prix des denrées alimentaires, l'Inteview cd, mars 2024](#).
- 5 [RDC : la guerre fait grimper les prix de l'alimentation sur les marchés de Goma, RFI, novembre 2024](#).
- 6 [RD Congo : Situation humanitaire dans la province du Nord-Kivu, OCHA, septembre 2024](#)
- 7 [Sud-Kivu : rareté des produits agricoles sur le marché de Bukavu à la suite de la dégradation de la RN3, Radio Okapi, juin 2024](#).
- 8 [Uvira : la FEC salue le régime commercial simplifié institué entre RDC et Burundi](#)
- 9 [La société civile dénonce la persistance des barrières payantes à Mwenga, Radio Okapi, août 2024](#)
- 10 [Tanganyika : la députée Sophie Kakudji déplore les mauvaises conditions de vie des populations, Radio Okapi, décembre 2024](#).
- 11 [À Lubero sous la menace du M23, la peur et la défiance, La Croix, décembre 2024](#).
- 12 Le panier minimum de dépenses de survie correspond au MEB sans les coûts fixes.
- 13 Il convient de noter que si lors des analyses de la fonctionnalité au niveau des marchés les seuls marchés évalués au moins 4 fois au cours de l'année ont été considérés, dans les analyses au niveau macro (de l'ensemble des territoires évalués), toutes les données collectées auprès des commerçants au cours de l'année ont été utilisées. Cette logique permet à la fois d'avoir des comparaisons sur l'année pour des marchés évalués plusieurs fois en limitant l'extrapolation, alors que pour les analyses de tendances macro il est intéressant de capitaliser sur l'ensemble des données disponibles.
- 14 Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle.
- 15 La variation moyenne a été calculée en prenant la moyenne des variations mensuelles.
- 16 [RDC : un dollar américain se change entre 2750 et 2800 franc congolais, Radio Okapi, mai 2024](#).
- 17 Une note méthodologique complète est disponible sur demande.
- 18 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

Partenaires de l'initiative :



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT). Vous pouvez consulter toutes les publications de l'ICSM en RDC [ici](#).

Dernières publications de l'ICSM		
Tendances annuelles - MFS		Base de données
Novembre 2024	Fiche d'information	Base de données
Octobre 2024	Fiche d'information	Base de données
Septembre 2024	Fiche d'information	Base de données